



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

01 juin 2021

Evolution de la situation sanitaire

Après 2 semaines de baisses, nombre de nouveaux cas hebdomadaires augmente à nouveau en AEOI (+ 9 775 ; + 9 509 la semaine passée), ce qui s'explique par	2 de le de cas à en la par	Nombre de cas			Nombre de décès			
		Pays \ Date	16/5	23/5	30/5	16/5	23/5	30/5
		Burundi	4 329	4 494	4 754	6	6	6
		Comores	3 930	3 940	3 949	146	146	146
		Djibouti	11 414	11 491	11 527	151	152	154
		Erythrée	3 844	3 932	4 061	12	14	14
		Ethiopie	265 832	268 901	271 200	3 976	4 068	4 143
		Kenya	165 379	168 108	170 485	3 001	3 049	3 141
		Madagascar	40 005	40 780	41 234	754	793	829
		Maurice	1 288	1 322	1 393	17	17	17
		Rwanda	25 934	26 424	26 780	342	348	349
		Seychelles	9 184	10 433	11 415	30	38	40
		Somalie	14 486	14 623	14 653	753	767	768
		Soudan du Sud	10 652	10 670	10 688	115	115	115
		Soudan	34 889	34 889	35 479	2 446	2 446	2 628
		Tanzanie	509	509	509	21	21	21
		Ouganda	42 674	43 507	45 931	347	350	362
		Total AEOI	630 020	639 529	649 304	12 117	12 330	12 733

l'absence de données Soudanaises la semaine passée. La croissance des nouveaux cas hebdomadaires dans le monde (- 22,0 %) diminue pour la 4ème semaine d'affilée. Pour 9^{ème} semaine consécutive, le nombre de nouveaux cas hebdomadaire diminue en Ethiopie (+ 2 299 ; +14 517 début avril). En Ouganda, celui-ci augmente fortement (+2 424 ; + 833 la semaine passée), niveau non atteint depuis la semaine du 27 décembre 2020 (+2 861).

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril.

Signature d'un protocole d'entente pour soutenir le secteur privé en Afrique

Mi mai 2021, la Banque Africaine de Développement et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement ont signé un protocole d'entente pour palier le déficit de financement annuel du secteur privé, estimé à 2 500 Mds USD. Les fonds mobilisés seront dirigés en priorité vers les infrastructures vertes et devraient également permettre le développement des marchés de capitaux. L'un des premiers projets financés par cette initiative concerne une centrale solaire de 200 MW en Égypte (114 MUSD).

Burundi

Le Président Ndayishimiye en visite au Kenya

Pour la première fois depuis une décennie, le Président burundais s'est rendu au Kenya en tant qu'invité d'honneur dans le cadre des célébrations du jour de Madaraka (journée de commémoration de l'indépendance) qui se tiennent mardi 1^{er} juin à Kisumu. Cette visite sera l'occasion de signer plusieurs accords bilatéraux et de revitaliser la coopération entre le Burundi et le Kenya, au point mort depuis quelques années. La venue de Ndayishimiye au Kenya témoigne de l'inflexion que connaît la politique étrangère du Burundi depuis l'arrivée du nouveau président qui, en fonction depuis mai 2020, s'est déjà rendu en Tanzanie, en Ouganda et en Guinée Equatoriale alors que son prédécesseur n'avait fait aucune visite diplomatique en 5 ans.

Comores

Finalisation des discussions sur le projet de l'hôtel Galawa

La compagnie égyptienne spécialisée dans l'énergie, *Elsewedy Electric*, a été reçue par le chef d'Etat pour finaliser les discussions concernant le projet d'hôtel Galawa. Celle-ci prévoit d'investir 60 MEUR à travers sa filiale Rouwad pour la construction d'un hôtel de 5 étoiles avec 115 chambres de luxe dans un délai de 18 mois au nord de la Grande-Comore. La construction devrait débuter d'ici deux mois selon les annonces du ministre de l'Économie et du PDG de Rouwad. La compagnie égyptienne remplace le groupe émirati *Armada Holding* dont le contrat a été suspendu par le gouvernement comorien à cause des nombreux retards du projet initial dont le contrat avait été signé en 2017.

Djibouti

Pas de brèves cette semaine



❖ Erythrée/Ethiopie

Des sanctions bilatérales américaines contre l'Éthiopie et l'Érythrée

En réponse aux exactions commises contre les civils au Tigré, les États-Unis ont suspendu leur aide économique et militaire à l'Éthiopie tandis que le soutien bilatéral pour l'Érythrée demeure gelé. A ce stade, 249 MUSD d'APD a été suspendu en Ethiopie, représentant 29 % de l'aide totale américaine en 2019, auquel s'ajoute 23 MUSD d'appui militaire déjà supprimé en mars dernier. La majorité de l'aide (54 %), destinée à des fins humanitaires, ne sera pas concernée par ces mesures. Les États-Unis ont également interrompu la délivrance des visas aux officiels des deux pays, leur interdisant l'entrée sur le territoire.

❖ Ethiopie

Ouverture d'un nouveau centre de données à Addis-Abeba

Suite à une première inauguration d'un centre de données début 2021 (Raxio), Ethio Telecom (ET) et Huawei ont inauguré un nouveau centre de données fin mai 2021. Capable d'accueillir jusqu'à 800 serveurs, son objectif est de fournir une capacité d'hébergement supplémentaire à ET, dont les besoins s'accroissent avec le lancement des services de paiement mobile (Tele-Birr). La construction des centres de données s'inscrit dans le cadre de la Digital Strategy 2025 qui vise entre autres à renforcer les systèmes informatiques éthiopiens.

❖ Kenya

La part des prêts non performants (PNP) baisse pour la 1^{ère} fois depuis mars 2020

D'après les dernières statistiques de la *Central Bank of Kenya* (CBK), la part des PNP baisse à 14,2 % au mois d'avril (431,7 Mds KES), après avoir atteint 14,6 % en mars 2021, son plus haut niveau depuis juillet 2007. En mars 2021, la CBK avait annoncé la fin des mesures de moratoire mises en place pour limiter les impacts socio-économiques de la pandémie de COVID-19 et la reprise des recouvrements. Sept secteurs sur 11 ont vu leur ratio de PNP diminuer en avril, notamment les secteurs du transport, de l'immobilier, le tourisme et l'agriculture tandis qu'il augmente encore pour la construction et le secteur minier. Pour accélérer les recouvrements, les banques ont multiplié les saisies de propriétés. Le nombre de prêts listés négativement par les bureaux de crédits a augmenté de 45,0 % entre août 2020 et janvier 2021 pour atteindre (14,0 MKES). Les emprunteurs avaient jusqu'au 3 juin régulariser leurs prêts en restructuration.

❖ Madagascar

Reprise des discussions sur l'accord de pêche avec l'UE

Les discussions sur l'accord de pêche entre Madagascar et l'Union européenne ont repris les 27 et 28 mai 2021. Signé en 2014 et expiré en 2018, l'accord fait l'objet de négociations depuis trois ans, portant notamment sur la révision à la hausse du montant des redevances de pêche à payer de la part des armateurs (fixées à 6,1 MEUR sur la période 2015-2018). La révision à la baisse du nombre de bateaux de pêche autorisés à opérer dans les zones maritimes est également prévue – le précédent accord autorisant 40 thoniers et 54 palangiers.

Maurice

Le premier satellite mauricien rejoindra la Station spatiale internationale le 3 juin

Le premier nano-satellite mauricien, MIR-SAT1, décollera du *Kennedy Space Center* en Floride à bord de la fusée Falcon 9 de la société américaine *SpaceX* et rejoindra la Station spatiale internationale (SSI) le 3 juin 2021. Il vise à fournir régulièrement des données satellites sur la Zone économique exclusive (ZEE) du pays au Centre mauricien de la recherche et de l'innovation (MRIC) dans le cadre de la gestion et la prévention de catastrophes. Construit en 2018 par la société écossaise ACC Clyde Space, il a été conjointement financé à hauteur de 0,44 MEUR par l'Agence d'exploration aérospatiale japonaise (JAXA) et le Bureau des affaires spatiales des Nations unies (UNOOSA).

Ouganda

Accord avec la RDC pour un projet routier majeur

Les deux pays ont conclu le 27 mai un accord important pour un projet d'infrastructure prévoyant la construction de 223 km de routes. L'objectif est de stimuler le commerce et de renforcer les relations entre les deux pays. La 1^{ère} route reliera Kasindi à Beni (80 km), la 2^{ème} intégrera l'axe Beni-Butebo (54 km) et enfin la 3^{ème} s'étendra sur 89 km de la ville frontalière de Bunagana à Goma, la capitale du Nord-Kivu. L'Ouganda contribuera à hauteur d'environ 334 MUSD, soit 20 % du projet, tandis que le reste sera financé par la RDC dans le cadre d'un partenariat public-privé. La RDC était en 2020 le 3^{ème} partenaire commercial régional de l'Ouganda après le Kenya et le Soudan du Sud, avec un volume d'importation de produits

ougandais de 268 MUSD (6,4% des exportations ougandaises). Ces importations concernent essentiellement des denrées alimentaires et des produits miniers.

Lancement d'un hôtel de la marque Four Points by Sheraton à Kampala

Portman Square Limited a signé un accord avec *Marriott International* pour le lancement de la marque *Four Points by Sheraton* en Ouganda. Ce développement devrait stimuler la résurgence progressive de l'industrie hôtelière locale et les réservations (actuellement de 28%), alors qu'elles étaient presque nulles au plus fort de la crise sanitaire. L'hôtel sera exploité dans le cadre d'un contrat de franchise et sera géré par *Portman Square Limited*, propriétaire et promoteur de l'établissement. Selon les statistiques de l'Office du tourisme ougandais, les réservations dans le pays s'élevaient à 76 % en 2019 avant de diminuer à 2 % pendant le confinement. Cependant, l'assouplissement des restrictions sur les voyages internationaux a injecté un nouveau souffle dans l'industrie. Le *Four Points by Sheraton Kampala* emploiera directement 150 personnes une fois pleinement opérationnel en plus d'un impact indirect supplémentaire par le biais des fournisseurs et des partenariats. Cela offrira une bonne opportunité pour le secteur dont environ 74,4 % des employés ont été déclarés sans emploi en 2020.

Rwanda

Octroi par la BAD d'un prêt de 84 MUSD pour le raccordement électrique

La Banque Africaine de développement (BAD) prévoit, dans le cadre du Programme d'accès universel à l'énergie du Rwanda, le financement d'un projet d'électrification permettre le

raccordement au réseau électrique de près de 80 000 ménages dans le sud du pays. Ce financement, d'un montant de 84 MUSD, est composé d'un prêt de 37 MUSD et d'un don de 47 MUSD du Fonds africain de développement. Celui-ci inclut la construction de 595 Km de lignes de distribution à moyenne tension et 1 620 Km de ligne à basse tension. Le taux d'électrification s'élevait à 53 % en 2019, contre 10 % 9 ans plus tôt.

📍 Seychelles

Le projet de l'île Soleil devrait être achevé à 75 % d'ici la fin de l'année

L'annonce a été faite par la directrice générale de la *2020 Development company*, Sabrina Agathine. La crise sanitaire a poussé certaines banques à se retirer du projet, ralentissant l'avancement des travaux de construction sur l'île artificielle d'île Soleil. Du fait de la pandémie, le gouvernement offre la possibilité aux investisseurs qui ne sont pas en mesure de réaliser les travaux de rendre les terrains et de se faire rembourser, afin de les allouer à d'autres investisseurs. L'île Soleil est un projet immobilier de haut standing qui s'étend sur une surface de 123 000 m² proche du rivage de l'île de Mahé

📍 Somalie

Elections municipales et législatives au Somaliland

Les Somalilandais étaient appelés aux urnes le 31 mai pour élire leurs députés (82) et conseillers municipaux (212). Les dernières élections législatives s'étaient tenues en 2005 et les dernières municipales en 2012. Les représentants sont normalement élus pour des mandats de 5 ans, mais l'organisation des scrutins a pris un

retard important à cause de désaccords entre les partis et pour diverses raisons techniques. Plus d'un millions de Somalilandais sont inscrits sur liste électorale, 2700 bureaux de vote ont été installés et plusieurs missions d'observation électorales internationales, dont une financée par le Royaume-Uni, ont été détachées. Ces élections sont l'occasion pour le Somaliland de témoigner de ses pratiques démocratiques devant la communauté internationale, qui ne le reconnaît pas comme un Etat.

📍 Soudan

Succès mitigé de la première vente de dollars par la Banque centrale

Sur les 40 MUSD proposés par la Banque centrale du Soudan lors de cette première vente aux enchères réalisée le 26 mai, seuls 16 MUSD ont trouvé acquéreur. 20 banques sur les 38 existantes ont participé à cette opération, agissant pour le compte de 137 clients. Alors que le montant total des demandes s'est élevé à plus de 46 MUSD, seules 66 demandes étaient conformes aux conditions des enchères réservées uniquement pour régler les importations d'une vingtaine de produits (intrants agricoles et industriels, pièces de rechange, produits d'emballage en plastique,...) et ne permettant qu'une seule demande par client. Le prix le plus élevé proposé a été de 420 SDG/USD et le plus bas de 401 SDG/USD. Malgré cette opération, et assez paradoxalement, l'écart entre les taux de change officiel et le cours parallèle continue depuis la mi-mai à se creuser puisque fin mai, ces cours étaient respectivement de 420 SDG/USD et 480 SDG/USD, soit un différentiel de 15%. Dans un communiqué publié le 1er juin, l'Union des banques a dénoncé cette manipulation des taux sur le marché parallèle, qui attire en priorité les opérateurs n'ayant pas accès au circuit officiel, la vente de dollars étant réglementée. L'Union

bancaire a affirmé la volonté d'appuyer la banque centrale dans sa politique de taux de change et a indiqué que cette dernière continuera sa politique de vente aux enchères de devises, à raison de deux opérations par semaine.

Extension du Port porte conteneurs de Port Soudan par le Chinois CHEC.

Le ministre du Transport a assisté début mai au lancement des travaux de l'extension de la zone de stockage du Port Sud à Port Sudan. Ce projet s'inscrit dans le cadre du plan de développement des ports soudanais et est mis en œuvre par *China Harbour Engineering Company* sur une période de deux ans pour un coût de 60 MUSD. La zone de stockage des conteneurs sera portée à 320 000 m² et des travaux de goudronnage, de construction de réseaux d'éclairage et de canalisation et un portail de contrôle seront réalisés.

📍 Soudan du Sud

Le pays devrait de devenir membre de la Commission du Bassin du Lac Victoria (CBLV)

Le Projet de la CBLV 2019, visant à permettre l'intégration du Soudan du Sud a été envoyé à l'Assemblée Législative de l'Afrique de l'Est et attend désormais d'être approuvé. Les pays fondateurs, la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya sont les seuls pays ayant accès directement au lac. Toutefois, le Burundi, le Rwanda et le Soudan du Sud peuvent également faire partie de la CBLV de part leur statut de membre de la Communauté d'Afrique de l'Est. Avec ce nouveau projet, le Soudan du Sud sera considéré dans toutes les initiatives régionales visant à limiter les catastrophes climatiques. Le responsable du changement climatique au sein du gouvernement de Juba, Payai John, a d'ailleurs déclaré que son pays avait besoin du soutien des

autres états partenaires de la CAE pour endiguer les risques climatiques. Il a ajouté que lorsque son pays deviendra membre de la CBLV, il sera en mesure d'accéder aux ressources financières et technologiques pour maîtriser les catastrophes à l'instar de ses voisins.

📍 Tanzanie

Construction d'un gazoduc reliant la Tanzanie à l'Ouganda demandée officiellement par le président ougandais, Yoweri Museveni

En visite à Dar Es Salam le 20 mai pour assister à la finalisation de l'accord *Host Government Agreement* (HGA) conditionnant le début du projet *East African Crude Oil Pipeline* (EACOP), le président ougandais a demandé à la Tanzanie de l'aider à s'approvisionner en gaz naturel pour répondre au besoin de ses industries sidérurgiques et pour développer la production d'engrais. Selon lui, le futur corridor formé par l'oléoduc de 1449 km qui reliera l'Ouganda à Tanga, construit dans le cadre du projet EACOP, serait une opportunité pour y construire en parallèle un gazoduc.

Un prêt de 140 MUSD de la BAD pour construire une centrale hydroélectrique à Malagarasi

L'accord, signé par la Tanzanie, le 26 mai dernier, prévoit que 120 MUSD soient apportés sous forme de prêt souverain et que les 20 MUSD restant soient décaissés de *l'Africa Growing Together Fund* (AGTF), un fonds mis en place en 2014 et cofinancé à hauteur de 2 Mds USD par la BAD et la *People's Bank of China* (PBOC). Ce prêt sera utilisé pour construire une centrale hydroélectrique de 50 MW à Malagarasi, dans la région de Kigoma, ainsi qu'une ligne de distribution d'électricité de 53km (132kV) qui

permettra de connecter 4250 foyers ruraux au réseau national.

La ratification de l'accord de libre-échange ZLEC prévue dans les prochains mois suite à l'aval du cabinet ministériel

La ministre des Affaires étrangères et de la coopération est-africaine, Liberata Mulamula, a annoncé le 25 mai à Dar Es Salam que le traité instituant la Zone de libre-échange Continentale Africaine (ZLECA) allait être soumis au parlement tanzanien pour ratification d'ici octobre 2021. La Tanzanie, déjà signataire du traité depuis le 21 mars 2018, serait alors le 38ème pays africain à le ratifier.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI

Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda :

<https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA

lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international